

HYDROCARBURES

Sonatrach : L'Algérie relance le gaz de schiste avec Total

mercredi 28 février 2018, par [PETITJEAN Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 15 décembre 2017).

Sonatrach, la compagnie nationale algérienne, vient de signer avec Total un accord qui ouvre la voie à l'exploitation du champ de gaz non conventionnel de Timimoun. Un contrat qui signe la réconciliation entre Total et l'Algérie, au moment où cette dernière annonce la relance du gaz de schiste. « Nous allons faire beaucoup de choses ensemble [avec Total], notamment dans le gaz de schiste, le solaire et l'offshore », a promis le PDG de la Sonatrach.

Il y a quelques semaines, le gouvernement algérien annonçait la relance du gaz de schiste, presque deux ans après que la mobilisation des habitants du sud saharien l'ait contraint à y renoncer provisoirement.

Un nouveau pas est franchi aujourd'hui avec la signature d'un accord entre Sonatrach et Total en vue de l'exploitation et de la commercialisation du gaz provenant du gisement de Timimoun, que les deux firmes possèdent conjointement avec l'espagnole Cepsa. Il s'agit de « tight gas », un gaz non conventionnel dont l'extraction nécessite de recourir à la technique très controversée de la fracturation hydraulique, comme pour le gaz de schiste. Le nouveau PDG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, a été clair sur les perspectives ouvertes par ce partenariat : « Notre relation avec Total est actuellement bonne. Nous allons faire beaucoup de choses ensemble, notamment dans le gaz de schiste, le solaire et l'offshore. »

Fin 2014 et début 2015, l'annonce de forages par fracturation hydraulique dans la région d'In Salah, tout au sud du pays, avait provoqué une révolte inédite de la population, inquiète notamment pour ses sources d'eau. L'implication de Total dans cette campagne de forage avait été largement évoquée, quoique démentie par l'entreprise française, qui a annoncé s'être retirée de la concession concernée, la concession d'Ahnet, quelques mois auparavant. Total n'avait pas démenti être impliquée dans une autre campagne de forages exploratoires par fracturation hydraulique, sur le gisement de Timimoun aujourd'hui sur le point d'entrer en opération. [1]

Le contrat signé sur le gisement de Timimoun consacre la réconciliation de Total avec l'Algérie, alors que leurs relations avaient été marquées ces dernières années par de nombreux conflits liés notamment à la fiscalité. Total avait poursuivi l'Algérie devant un tribunal arbitral international pour contester la taxe algérienne sur les sur-profits réalisés durant la période de boom pétrolier. Le gouvernement d'Alger avait rétorqué en mettant en cause notamment le retrait de Total du permis d'Ahnet.

L'économie algérienne traverse une période de crise avec la baisse du cours des hydrocarbures, ce qui explique la décision gouvernementale de relancer le gaz de schiste. Outre Total, d'autres multinationales sont sur les rangs, et en position de force pour négocier avec Alger des conditions fiscales favorables.

Olivier Petitjean

P.-S.

* Observatoire des multinationales.15 DÉCEMBRE 2017 :

<https://multinationales.org/L-Algerie-relance-le-gaz-de-schiste-avec-Total>

Notes

[1] Lire l'enquête que nous avons consacrée à l'affaire et au rôle de Total, disponible sur ESSF (article 34547), [Algérie \(gaz de schiste\) : mobilisations contre le régime et l'ingérence des multinationales pétrolières](#).